



Independent observer
of the Global Fund

GHANA : 3,8 MILLIONS DE DOLLARS À REMBOURSER AU FONDS MONDIAL POUR DES PRÉSERVATIFS DÉFECTUEUX

Le ministère de la Santé du Ghana a dépensé environ 3,8 millions de dollars d'une subvention du Fonds mondial pour des préservatifs défectueux achetés dans le cadre d'un appel d'offres qui a été entaché par la fraude, selon le Bureau de l'inspecteur général du Fonds mondial. En plus d'élaborer un plan de recouvrement des fonds, le Secrétariat effectuera tous les achats du Ghana dans le cadre du mécanisme d'achats groupés et exigera un suivi stratégique accru de l'agent local du Fonds.

Le rapport d'enquête publié le 11 décembre confirme que 128 millions de préservatifs masculins achetés pour le Service de santé du Ghana entre 2010 et 2013 étaient « de qualité inférieure, trop chers et obtenus à travers un processus d'appel d'offres non compétitif impliquant de faux documents ».

Ce processus d'appel d'offres a été vicié dès le départ, selon le rapport. Annoncé seulement localement pendant une durée très courte, l'offre a été réduite à une seule source avec la disqualification immédiate de deux autres soumissionnaires. Une évaluation menée par le Conseil central des appels d'offres du Ghana n'a pas été examinée, entraînant effectivement l'opacité du processus.

Un mois après l'approbation de l'offre, le ministère de la Santé a accepté une augmentation de 35% par unité de coût – soit l'équivalent de près d'un million de dollars sur ce qui avait été un contrat à prix fixe qui ne faisait visiblement pas l'objet d'ajustements. Selon l'enquête, aucune preuve n'atteste que le prestataire, Global Unilink, ait fourni au Service de santé du Ghana les documents contenant des données sur les prix du marché pour justifier la hausse des prix.

En outre, l'appel d'offres était fondé sur des documents falsifiés. Global Unilink a fourni des informations trompeuses concernant le lieu de fabrication des préservatifs, notamment un faux certificat affirmant que

le fabricant de préservatifs était certifié par l'OMS.

Cette situation a engendré un autre problème majeur : les préservatifs étaient effectivement de qualité inférieure. L'enquête confirme que le fournisseur ne s'est pas procuré le produit auprès d'un fabricant certifié par l'OMS, conformément au contrat. Les préservatifs achetés ne répondent pas aux caractéristiques ou normes de l'OMS, même si les échantillons soumis au cours de l'appel d'offres pour des tests de qualité provenaient d'un fabricant certifié par l'OMS. En d'autres termes, les préservatifs de qualité ont été fournis aux essais et ceux de qualité inférieure à l'emploi.

Ces problèmes de qualité ont été relevés lorsque les utilisateurs finaux ont indiqué qu'ils éclataient trop facilement, ne contenaient pas suffisamment de lubrifiant et, selon un rapport des médias ghanéens, n'étaient pas assez grands.

Il reste à déterminer pourquoi le Service de santé du Ghana n'a pas continué à réaliser des tests de contrôle de la qualité sur les préservatifs 'Be Safe'. Pour la suite, Aidsplan a appris auprès du Secrétariat du Fonds mondial que : « Le Secrétariat fournira à l'Office ghanéen de contrôle des médicaments et des produits alimentaires un préavis d'expédition des produits de santé et des biens essentiels achetés pour les programmes du Fonds mondial provenant de toute source. L'Agent local du Fonds vérifiera que la qualité des tests a été assurée avant la distribution ».

D'autres garanties ont été mises en place, spécifiquement liées à l'achat de produits de santé et autres marchandises pour le Ghana. Depuis 2012, le Ghana participe au mécanisme d'achats groupés et au Service pharmaceutique mondial, ce qui explique que les ARV, les trousseaux de dépistage du VIH, les médicaments et les kits de dépistage du paludisme et les médicaments antituberculeux, sont tous actuellement achetés par le Fonds mondial pour le Ghana. Actuellement, le ministère de la santé est seulement responsable de l'achat de produits tels que des gants et des cotons-tiges.

Le Secrétariat du Fonds mondial devrait poursuivre le recouvrement de la totalité des 3,84 millions de dollars dépensés sur les préservatifs défectueux — un montant que le Ghana tente lui-même de récupérer depuis 2013 auprès du fournisseur, Global Unilink, à en croire les médias ghanéens.

La majorité des préservatifs défectueux restent non distribués, stockés dans un entrepôt du ministère de la Santé publique qui a fait lui-même l'objet d'un examen minutieux en raison de la piètre qualité des conditions d'entreposage. Selon la presse locale, le service a été décrit comme ayant un toit qui suinte et de mauvais contrôles de température — des conditions moins qu'idéales, même dans les meilleures circonstances. Les préservatifs doivent être retirés et détruits par le ministère de la Santé et le Service de santé du Ghana conformément aux « procédures et règles environnementales internationales » – mais cette éventualité reste incertaine.

Le Ghana a un taux de séroprévalence généralisée de moins de 2%, mais dans certains groupes clés, y compris les travailleuses du sexe et les hommes ayant des rapports homosexuels, ce taux est beaucoup plus élevé. Les résultats d'une enquête démographique et de santé soutenue par le Fonds mondial devraient être publiés en 2015, ce qui constituera le meilleur moyen de déterminer si le taux d'infection a augmenté. Il ne sera cependant pas possible d'établir un rapport de causalité entre une augmentation des infections et le recours à ces mesures de prévention douteuses.

[Read More](#)
